

Respect, citoyenneté et interculturalité à l'école : une expérience bruxelloise

Intervention de Bruno Derbaix

Sociologue et philosophe de formation, Bruno Derbaix travaille depuis près de 6 ans comme professeur de religion à l'Institut de la Sainte-Famille d'Helmet à Schaerbeek. Depuis 2008, il y est également coordinateur du projet d'école citoyenne.

I. Introduction

Pour beaucoup d'éléments que je vais vous présenter, j'aurais bien aimé avoir plus de temps pour les mettre en ordre, pour les analyser, etc. Il y a aussi beaucoup de choses que je n'aurai pas le temps d'aborder. Mais ce sont les conditions du travail de terrain. Je vous demande donc d'être indulgents.

Voici le plan de mon exposé :

1. Je vais tout d'abord parler de « comment à travers mon école, je perçois les défis de société auquel on est confronté aujourd'hui », par rapport notamment à la perspective de la multiculturalité.
2. Ensuite, j'aborderai un certain nombre de stratégies, la plupart du temps des stratégies qu'on a pu essayer à la Sainte-Famille.
3. Et puis comme Guy Selderslagh l'a annoncé, je discuterai des difficultés qu'on peut rencontrer dans ce genre de projet, mais aussi des questions de « transférabilité ».

Un mot tout d'abord sur l'école : l'Institut de la Sainte-Famille d'Helmet, secondaire. Je pense que c'est important de le préciser parce que, à mon sens, il y a quand même toute une série de questions qui se vivent différemment selon les écoles, dans le fondamental et dans le secondaire en tous cas. La Sainte-Famille, c'est une école en « encadrement différencié » qui est composée principalement d'élèves belges, mais dont la quasi-totalité de ces élèves est d'origine étrangère. Donc sur plus ou

Texte conforme aux recommandations orthographiques de 1990



moins 530 élèves on a une trentaine d'origines, une trentaine de nationalités aussi, mais une grande majorité d'élèves sont de nationalité belge. Et puis c'est une école multireligieuse. Par rapport à l'atelier auquel je participais toute à l'heure, on disait qu'à Bruxelles il y avait beaucoup d'écoles qui sont monoculturelles. Chez nous, ce n'est pas le cas. On n'est ni dans une école belgo-belge (si je puis dire comme ça) ni dans une école où on ne trouverait que des Turcs ou des Marocains d'origine. Donc, il y a plus ou moins 70-75 % de musulmans majoritairement marocains, mais aussi turcs, voire albanais, centre-africains… 15-20 % de chrétiens qui ne sont pratiquement jamais d'origine belge, mais d'origine Centre Africaine ou Est Européenne et puis 5% de personnes qui sont agnostiques, athées, théistes et qui, elles, correspondent au public européen d'origine qu'on a dans l'école.

Chez les profs – je pense que c'est important de le préciser aussi —, c'est à peu près l'inverse. On a plus ou moins 15% de musulmans, et c'est en augmentation. Parmi les professeurs qui se disent chrétiens — je suis évidemment dans l'estimation, je n'ai pas fait de sondage auprès de mes collègues et je pense qu'ils n'apprécieraient pas —, mais quand on a des activités où on invite à passer un moment ensemble que ce soit à Noël, à Pâques ou autre, il est extrêmement rare d'avoir 10 % des profs qui viennent. C'est pour ça que j'estime à moins de 10% ceux que je dirais « catholiques pratiquants », mais je pense qu'on peut discuter longtemps sur ce chiffre-là. Et puis plus ou moins 70 % de personnes que je situe « hors religion ». Les guillemets sont à prendre deux fois parce que je veux dire par là que ce sont des personnes qui sont beaucoup moins marquées que nos élèves par la pratique quotidienne d'une religion. Je n'ai pas dit qu'ils se sentent indépendants d'une religion ou pas pratiquants d'une manière ou d'une autre. Ce que je veux montrer par là, c'est qu'il y a à mon sens un décalage assez important entre le rapport de la majorité des professeurs à la pratique religieuse et le rapport de la quasi-totalité des élèves.



II. L'école face aux problématiques de société.

L'ÉCOLE FACE AUX PROBLÉMATIQUES DE SOCIÉTÉ

Revendications
Individualisme consumérisme
Incompréhension
Insatisfactions
Isolement
Séparations
Attentes

ECOLE

Destructions
Saletés
matages
Profs
Abus de pouvoir
Racket
vols
Violences multiples
Elèves
Violences structurelles
Violences verbales

Racisme
Refus de mixité
Repli religieux
Profs
Elèves
Replis communautaires
Cours de sciences
Décrochage
Autorité?

Dans cette partie j'ai essayé d'un peu organiser la manière dont je perçois les difficultés qu'on rencontre à la Sainte Famille. Je constate d'ailleurs, en parlant avec mes collègues ou en lisant la littérature sur le sujet, que c'est loin d'être un cas particulier.

Comme on le voit sur le schéma ci-dessus, je les ai divisés en trois axes qui me semblent pertinents par rapport à aujourd'hui.

Donc le premier axe, c'est la question de l'individualisme et du consumérisme. Je pense que dans la société en général — Olivier Servais y a fait référence dans son exposé, mais ce n'est pas non plus une grande surprise — on est véritablement confronté à des démarches individualistes, voire consuméristes. Et l'actualité de l'école et de l'enseignement est marquée par ça aussi, en termes de demandes notamment (par exemple sur la problématique des inscriptions).



Même si les élèves de la Sainte-Famille sont d'origine étrangère, je trouve qu'on est tout autant je crois que dans d'autres écoles, mais différemment, confronté à cette question d'attente individualiste, voire consumériste par rapport à l'école.

Le deuxième axe, c'est la question des violences, question tant de fois débattue, avec évidemment toute une série de points de vue différents et de lectures différentes. Ces violences sont multiples, je reviendrai là-dessus tout à l'heure.

Et puis le troisième axe, c'est celui qui nous réunit d'une certaine manière aujourd'hui, c'est la question des communautés et, sous forme négative ici, des replis communautaires, dont l'école et la société peuvent parfois être les témoins.

Alors comment ces trois axes se déclinent au quotidien dans l'école ? Et bien là j'ai repris toute une série de mots qui, à mes yeux, participent de ces problématiques sur le terrain. Ainsi pour moi *l'individualisme*, le *consumérisme* dans la réalité de mon école, ça se traduit par des « revendications », de l'« isolement », des « attentes », des « insatisfactions », de l'« incompréhension », des « séparations »… C'est essentiellement ce genre de réalités-là qu'on va vivre et que je classe dans cette catégorie.

Dans la catégorie des *violences multiples*, on sera là en face de ce que les élèves appellent des « matages ». Je ne sais pas si vous voyez ce que c'est. Un jeu qui consiste à se mettre à dix sur un onzième et à le frapper… et puis on change de victime. La question des « vols », la question du « racket », en général petit, mais souvent présent. Les « destructions » évidemment, les « saletés » - la cour de récréation, c'est un débat sans fin –, la question de la « violence des élèves », mais aussi la question de la « violence des profs » dont les élèves se plaignent régulièrement. Les « violences verbales » qui ne sont pas les mêmes pour les élèves ou pour les profs mais qui sont multiples et puis les « violences structurelles », j'y reviendrai tout à l'heure.

Et enfin les *replis communautaires*. A ce sujet j'ai noté, et je pense que c'est assez important, le fait que les replis communautaires dans l'école, en tout premier lieu, c'est le repli de « la communauté des profs » et de la « communauté des élèves » qui peuvent à de nombreux moments, dans de nombreuses circonstances se replier l'une contre l'autre. Puis il y a évidemment les « refus de mixité », la question de l'« autorité », le « décrochage » qui pour moi est un repli communautaire aussi, les questions de « fermeture aux cours de science », ou le « repli » dans un comportement « religieux », fondamentaliste, voire extrême. Enfin le repli communautaire au sens un peu plus traditionnel avec les questions de « racisme ».



a) L'individualisme et le consumérisme

Par rapport à l'individualisme et au consumérisme, on pourrait peut-être développer un peu. Ce que je veux dire par là, c'est qu'on est essentiellement dans une société qui est segmentée et découpée où les gens ne se croisent pas, ne se connaissent pas forcément. Et il me semble que dans les missions de l'école, on investit l'école de devoir palier cette situation. Le problème c'est que, à mon sens en tout cas, l'école secondaire est construite exactement comme la société : comme un espace qui est segmenté, qui est découpé où les gens ne se rencontrent pas forcément, ne se croisent pas et ont très peu d'espace-temps pour discuter.

L'individualisme, on en a déjà parlé, il se traduit évidemment par énormément d'attentes, de revendications, d'insatisfactions par rapport à l'école, et de la part de ceux qui travaillent à l'école, très peu de moyens pour répondre à ces attentes. Alors tout ça donne quoi au niveau de l'école ? Et bien c'est que les élèves sont isolés en classe. Les élèves ne se connaissent pas forcément d'une classe à l'autre. Ils sont isolés en sections, selon les cours qu'ils fréquentent, les bâtiments qu'ils fréquentent lorsque les écoles sont divisées (ce n'est pas le cas chez nous). Et surtout il y a très peu d'espaces de convivialité entre les élèves, de temps pour aller contre cette segmentation. Et chez les profs, c'est la même chose. Les profs sont dans leurs branches, dans leurs degrés, dans leurs sections, dans leurs locaux et à part trois ou quatre fois par an pour les conseils de classe, la règle est plutôt de ne pas trop se rencontrer, ou alors de se croiser dans la salle des profs. Mais les rencontres d'une « communauté éducative » qui gère un groupe, dans mon école c'est assez rare et je pense que ce n'est pas un cas isolé. Alors évidemment, il y a des sections qui ont trouvé des solutions qui se sont arrangées pour avoir des heures de réunion dans l'horaire, etc. Mais ce n'est certainement pas la norme.

b) Les replis communautaires

Au niveau des replis communautaires, comme je l'ai dit le premier *repli communautaire* qui est fréquent et qui pose problème, c'est celui des *profs et* des *élèves*. Prenons un exemple : une dégradation a lieu dans une classe de troisième et un professeur rentre dans la salle des profs, excédé. Ce qui se passe directement, c'est que les professeurs vont se souder, ils vont « faire bloc » et ils vont bien montrer qu'il s'agit là de quelque chose de grave en montrant la force du collectif aux élèves. Je pense que c'est très bien de montrer la force du collectif, le problème c'est que souvent dans la réalité de mon école (et je pense que ce n'est pas une exception), les élèves vont réagir de la



même manière. Ils vont « faire bloc » dans la loi du silence. Ils vont se désinvestir du dialogue et on pourra alors se retrouver dans des situations de « face à face », de dialogue de sourds qui durent parfois très longtemps. C'est évidemment une situation extrême. A l'autre extrême, on a la classe qui fonctionne bien avec un prof et des élèves partenaires qui vont faire des projets, développer des libertés, etc. Il me semble que le quotidien de l'école oscille entre ces deux extrêmes.

Le *décrochage*. Comme je l'ai dit, le décrochage, pour moi, c'est un repli vers la communauté de la rue et il me semble que le décrochage, en termes de repli communautaire, se passe de deux manières différentes. Il y a l'élève qui décroche parce qu'il ne vient plus, il va ailleurs et en général, il ne reste pas dans sa famille. Mais il y a aussi l'élève qui cherche la porte. Il y a l'élève qui vient à l'école, mais dont le comportement constitue une sorte de « mode d'emploi » pour être mis dehors. Ce second décrochage n'est pas encore un repli sur la communauté de la rue, mais il peut le devenir si l'école n'a pas les moyens de réagir à cette forme d'« appel à l'aide » de l'élève.

Et puis il y a tous les *replis culturels et religieux* dont on parle souvent. Comme ce matin en ateliers, on les entendait aussi… La question des vêtements, pas seulement le port du voile, mais du vêtement approprié que demande l'école. Là on est en face de positions qui peuvent être l'objet de violences, mais aussi de replis communautaires. La question de la nourriture à l'école. La question de la mixité que ce soit dans les bâtiments, dans les cours, dans les travaux de groupes, puis dans les cours de gym, ça on en parle plus souvent. La question des projets de vie : qu'est-ce que j'ai envie de faire de ma vie. Il y a un gros décalage entre ce que la culture de l'école attend des élèves et leur communique et puis ce que par moment ils peuvent ressentir dans leur culture d'origine. Et enfin il y a cette autre thématique très présente de la question de l'ouverture aux cours de science.

Enfin le repli communautaire au niveau du racisme qui va faire que, dans certains événements, deux élèves se battent. Ce qui se passe régulièrement dans ce cas, c'est que l'un appelle son cousin, l'autre son frère, et puis finalement c'est toute la communauté « black » par exemple contre la communauté turque de l'école qui se retrouve à l'extérieur de l'école pour se disputer. C'est le genre de situation qui est typiquement celle du repli ethnique et qui en général va être « racontée » en termes de racisme.

c) Les violences

Alors les violences enfin, les violences structurelles. Attention sur la question des violences, je pense qu'il y a moyen de parler pendant des heures et des heures. Donc je les ai mis un petit peu çà et là, mais il y a certainement beaucoup de choses à rajouter. Celles qui me paraissaient intéressantes



comme ça « d'entrée », c'est la question des attentes de la société : réussite scolaire, réussite sociale et puis les chances de réussite. On en parlait aussi tout à l'heure dans mon atelier, il y a une perte de crédibilité de l'école dans le sens où, même quand j'ai un diplôme, je n'ai pas forcément d'emploi. Mais encore pour avoir le diplôme ce n'est pas évident parce que je ne suis pas forcément dans une école où on se dit que je suis préparé pour l'avoir.

Il y a la question de la violence de ce qu'on propose à l'école, des activités proposées par rapport à toute une série de besoins adolescents. Et il y a ainsi pas mal de littérature sur la question de l'expression, la question du défoulement et les activités proposées. La question du décalage entre la culture de l'école et la culture d'origine. Je reviens sur la question dont on parlait : du décalage notamment par rapport à des différends d'origines religieuses. Et puis la violence ressentie par les travailleurs en termes de moyens et attentes.

Ensuite aussi, au niveau des travailleurs, toutes les violences qui sont liées au fait que la carrière d'un enseignant, ce n'est vraiment pas facile. Il n'y a pratiquement aucune reconnaissance structurelle ou institutionnelle de l'avancement de quelqu'un dans sa carrière. Lorsque je suis arrivé dans mon école en tant que « jeune prof », j'étais dans un premier temps très étonné de l'accueil parfois froid que certains de mes collègues plus anciens pouvaient me faire. Je me suis rendu compte finalement que c'était tout à fait naturel. Je me comportais comme si j'étais leur égal. Alors que j'avais un ou deux ans d'expérience et qu'eux en avaient trente. Une remarque récente d'un de mes collègue est parlante à cet égard « *oui, nous à trois on a cent ans d'expérience* », disait-il. Il y a là quelque chose qui fait sourire, mais quelque chose qui est vrai dans le sens où, dans l'école, il n'y a pratiquement rien qui est mis en place pour reconnaître ces « cent ans » : un siècle d'expérience, et pas de reconnaissance…

Et puis, il y a ce que cela donne au quotidien : vol, racket, matage, destruction, saleté. Les violences par rapport à l'adulte et à son rôle : « *Je dois conquérir mon rôle tout le temps* », dit un prof à un jeune prof, un éducateur. Mais les élèves disent la même chose : « *les profs ne nous respectent pas, ils abusent de leur autorité* ». Il y a des cycles négatifs. Donc, cette question du partenariat qui est fortement l'objet de déception des collègues, cette question est en même temps quelque chose que les élèves ne comprennent pas du tout. En tout cas, dans les nombreuses discussions qu'on a pu avoir avec les élèves cette année sur le partenariat, c'est un mot qui prend des heures à expliquer alors que dans la tête des profs ça va de soi.



III. Stratégies en contexte multiculturel

On arrive maintenant à la question des stratégies. Comme je vous l'ai dit dans l'histoire de la Sainte-Famille, en tout cas dans mon histoire à la Sainte-Famille, on a eu la chance d'essayer de développer toute une série de stratégies, par rapport à ces questions de la multiculturalité, de la multireligiosité aussi et de la violence.

a) Faire connaître et reconnaître

Pour moi, il y a un premier axe de toute stratégie dans le contexte multiculturel, c'est de « faire connaître et reconnaître ». Faire connaître ce qui existe pour le montrer, en être fier, que les gens se sentent exister. Mais permettre aussi aux gens d'être reconnus dans leur individualité, dans leurs spécificités. C'est un travail que j'essaie de faire depuis sept ans à l'intérieur du cours de religion parce que je pense que ce cours-là permet aux gens de parler d'eux, d'échanger et de se découvrir mutuellement (en fait on ne pourrait pas en faire l'économie). Ce qui est intéressant c'est que le cours de religion catholique peut être perçu comme quelque chose de violent par rapport aux élèves qui ne sont pas catholiques : le fait de dire « on va parler de catholicisme et pas de vos croyances » a quelque chose de violent. C'est comme si le catholicisme était digne d'être abordé et pas les autres croyances. La conséquence que j'ai souvent ressentie en parlant avec mes collègues, c'est que finalement on se ferme ou on écoute gentiment et on fait le minimum en termes d'ouverture. Alors que lorsqu'on met le catholicisme autour de la table avec les autres croyances ou les autres cultures en présence (parce qu'il n'y a pas que la question de la croyance), on se retrouve alors dans un dialogue qui souvent est beaucoup plus porteur de solutions. C'est l'optique que j'essaie de développer dans mes cours, c'est d'amener le christianisme, mais pas seulement le christianisme, d'amener aussi les valeurs de la société qui ne sont pas forcément chrétiennes, de les amener autour de la table avec les valeurs, les cultures d'origines des élèves et d'essayer de faire dialoguer tout ça. Cette manière de procéder permet à mon sens de « gagner sur tous les plans ». En effet, le pari qui est là derrière est que les élèves en apprennent à la fois plus sur le christianisme ou à la société dans laquelle ils vivent, mais ils en apprennent aussi sur eux-mêmes. La plupart du temps dans mes cours, j'ai « gagné » lorsque mes élèves se rendent compte qu'il y a beaucoup de choses que je connais sur leur religion qu'eux ne connaissent pas. L'inverse étant tout à fait fréquent également.

La stratégie consiste donc à inviter les cultures dans les cours, mais pas seulement au cours de religion. Je pense que, dans pratiquement tous les cours, il y a moyen de réfléchir pour qu'à certains



moments on puisse aborder les cultures d'origine, qu'on puisse permettre aux gens de parler d'eux-mêmes et de se sentir reconnus.

Il s'agit aussi d'inviter aussi les cultures dans l'école. Alors là, ce n'est pas forcément à travers les cours, mais c'est plus par rapport à des événements : que ce soit des fêtes multiculturelles où chacun apporte son repas, ou bien des fêtes à l'occasion d'événements religieux. Pour le moment on est dans le carême et on pourrait tout à fait faire un moment de dialogue sur ce que c'est le carême pour les chrétiens et inviter toutes les personnes de l'école à venir en discuter. Ce qu'on fait lorsqu'on est dans la période du ramadan, c'est qu'on va organiser une « rupture de jeûne » avec évidemment les élèves musulmans, mais aussi tous les autres et c'est l'occasion de partager un moment convivial. C'est un moment pour découvrir, un moment où les musulmans peuvent s'exprimer sur leur croyance et pratique.

Je pense donc que, d'une manière ou d'une autre, il est important d'inviter la culture dans l'école. Je pense que, si la culture des élèves n'est pas la bienvenue dans l'école, s'ils ont l'impression qu'elle n'a pas le droit d'y être vue et connue, cela va favoriser le repris communautaire.

Et puis il y a un projet bien connu qui est le projet : « Langue et culture d'origine », « LCO » comme disent ceux qui s'en occupent. Ce projet a deux volets qui consistent d'une part à donner des cours de langue d'origine en parascolaire et d'autres part à faire des collaborations à travers les cours sur des questions de culture d'origine et de cultures comparées. Par exemple, dans notre école, il y a un professeur qui est payé par l'ambassade du Maroc qui vient collaborer et donc sur une thématique, il va préparer toute une partie sur la culture des pays du Maghreb en lien avec l'Islam et moi, parallèlement, je vais travailler les mêmes thématiques, mais par rapport au reste de la population de la classe qui est dans ce cas- là Centre Africaine ou Sud Américaine. Le but est, à travers ce genre de collaborations, de permettre la connaissance et la reconnaissance mutuelle.

Positionner l'école

Dans cette stratégie qui consiste à « faire connaître et reconnaître », il est indispensable de positionner culturellement l'école. Quand je dis qu'il faut inviter les cultures dans l'école, je ne veux pas dire par là que les élèves devraient venir tous les jours habillés de manière traditionnelle. Ce que je veux dire, c'est que c'est important d'avoir des moments où la tradition est la bienvenue dans l'école. Mais qu'à l'inverse, il est aussi important que l'école clarifie ses attentes culturelles, que l'école clarifie par exemple ses attentes vestimentaires. Ainsi chez nous le règlement interdit le port du voile, en disant que notre mission est d'amener les élèves à développer des usages



comportementaux leur permettant de prendre une place active dans notre société et que c'est pour cette raison qu'on demande aux élèves qui portent le voile de l'enlever lorsqu'elles sont à l'école. Mais si on sort de l'école pour une activité ou l'autre et bien elles peuvent le remettre, sauf si l'activité demande de l'enlever. L'idée qu'il y a là-dedans n'est pas de demander aux élèves d'enlever le voile parce que le voile est mal, parce que ce serait quelque chose à bannir. C'est de demander d'enlever le voile parce que c'est notre mission de les amener à avoir une culture qui pour le moment est nécessaire à leur épanouissement professionnel dans la société. Posé ainsi le débat est très différent d'une situation où on interdit le voile sans en parler. C'était le cas avant chez nous, et c'est encore le cas dans de nombreuses écoles. On y dit : « voilà on enlève les couvre-chefs, point à la ligne ». Cette position est aussi très différente de celle qui interdit le voile en disant « c'est le symbole de l'inégalité entre l'homme et la femme, donc on l'interdit ». C'est une position qui est très différente parce qu'il me semble que notre position ne porte pas de jugement sur le voile à priori. Bref, toutes ces stratégies consistent à « faire connaître et reconnaître », et à mon sens elles sont un préalable indispensable en milieu multiculturel, un préalable indispensable mais insuffisant. Pourquoi ? Parce que je crois que la mission de l'école c'est aussi de construire une culture commune.

b) Construite une culture commune

Construire une culture commune c'est d'abord construire une culture d'école. Et donc se baser sur l'existant. Dans toutes les écoles, il y a une histoire, des particularités, des activités, des locaux, des sections qui permettent de construire une culture de l'école, mais en dégageant des espaces-temps, en dégageant des activités avec les élèves, avec les professeurs, avec l'ensemble des partenaires de l'école, on peut renforcer cette construction de culture commune. Et je pense qu'on est souvent étonné du potentiel de fierté que peuvent avoir les élèves, en tout cas les élèves chez nous à l'école, il ne leur faut pas grand-chose pour être très fiers de leur école, beaucoup plus fiers que je n'aurais jamais pu être fier de mon école lorsque j'étais en secondaire (j'étais dans une école beaucoup plus huppée que celle dans laquelle j'enseigne). Je le remarque notamment dans les rencontres entre écoles. On parlera tout à l'heure de la délégation des élèves. Lorsqu'on rencontre d'autres écoles avec la Sainte-Famille. Systématiquement les collègues des autres écoles viennent me dire : « c'est *incroyable comme tes élèves sont fiers de leur école* ». Or on est dans une école de Schaerbeek. Et l'image première qui est donnée de cette école que ce soit par les médias, le regard des gens, etc. c'est que c'est une école poubelle, d'origine étrangère, où on se saute dessus et où on tape les profs.



Pourtant la fierté du bahut, elle est importante, elle est très facilement mobilisable. Elle existait chez nous bien avant de développer des projets particuliers, et elle est très facilement et rapidement mobilisable. Construire une culture commune, j'y reviendrai parce que dans le projet d'école citoyenne dont je vais parler tout de suite, c'est un des aspects centraux. Et cet aspect y rejoint la troisième stratégie qui consiste à éduquer activement à la citoyenneté. Nous arrivons là à la stratégie concrète qu'on va aborder tout de suite : ce qu'on a appelé « le projet de l'école citoyenne ».

L'école citoyenne

L'école citoyenne, je pense que c'est important de le dire, c'est un projet dont je ne suis pas du tout l'initiateur. Je m'occupe de la coordination du projet à la Sainte-Famille d'Helmet. Au niveau belge, la personne de référence par rapport à ce genre de politique, c'est Jean-Luc Tilmant qui lui-même n'a fait qu'adapter toute une série de principes qui viennent de la manière dont on a travaillé la citoyenneté en France à partir des travaux notamment de Fernand Oury ou Bernard Defrance.

Comment ça marche l'école citoyenne ? Et bien la première étape, c'est de construire la loi ensemble. Au début de l'année en septembre, on va réunir pratiquement en même temps toutes les classes avec chaque fois deux adultes pour poser une question : comment allons-nous vivre ensemble, dans le respect, cette année ? On appelle ça le miniforum. Dans chaque classe on va faire des listes, on va proposer des règles et on va demander à minimum un volontaire par classe de venir ensuite pour faire la synthèse de ces règles.





Comment fait-on la synthèse de ces règles ? On reprend les règles qui sont proposées partout. Si elles ne sont pas proposées partout on ne les reprend pas. On en synthétise la formulation à partir des propositions de formulation des élèves. C'est l'image que vous voyez ci-dessous avec les élèves qui ont toute une série de panneaux qui viennent des classes et qui essayent d'identifier les points communs, etc., et puis d'identifier les bonnes formulations, celles qui leur parlent et ensuite on les met ensemble et on travaille à une formulation définitive. Vous voyez sur le côté la première affiche de la loi, on a commencé le projet il y a trois ans.



Cette loi reprend donc quatre règles et ces règles, quel que soit l'endroit où on va faire ce processus, ces règles seront pratiquement toujours les mêmes. Pas dans leur formulation, mais dans leur contenu. Donc, il y a une règle sur l'interdit de la violence verbale. Ensuite, l'interdit de la violence physique, le respect de l'environnement, que ce soit en termes de vol ou de dégradation et puis enfin une formulation positive qui est un appel à la tolérance, au vivre ensemble, un refus du racisme. Vous aves donc ici l'expression de notre loi, dans sa première formulation il y a trois ans.





Sur cette image suivante vous avez la troisième version de notre loi. La version de cette année-ci ou la formulation a sensiblement changé. Mais on va retrouver ces mêmes règles. Ici ça va être « *bagarre, jeux violents, provocation, on se contrôle, chacun joue son rôle et la vie sera plus drôle* ». Alors que dans la première formulation c'était : « *je n'utilise pas la violence, elle ne sert à rien donc je réfléchis avant d'agir* ». C'est un petit détail, mais vous voyez évidemment que la première formulation est un peu une formulation de prof, pourtant ce sont des élèves qui l'ont écrite. Mais, c'était la première année. Et la première année, c'était encore le projet des profs. Dans la troisième année, ce sont des formulations d'élèves.

Cette image nous amène à la deuxième étape : une fois qu'on a construit la loi, on arrive dans la seconde étape qui est probablement la chose la plus importante qui est de vivre ensemble avec la loi. Et c'est là où toute la question de l'interculturalité va prendre son sens. Alors comment est-ce qu'on vit ensemble avec la loi ? On détermine d'abord un espace-temps avec des représentants et on va élire le conseil de citoyenneté. Attention ce ne sont pas des élections par classes, ce sont des élections par années. Il y a un représentant et un suppléant par année.





Ce conseil de citoyenneté va se réunir toutes les semaines. C'est un élément qui est fondamental dans le projet parce qu'on a besoin d'espace-temps pour avancer pour travailler. Donc il va se réunir avec les représentants des élèves. Il va se réunir avec les élèves qu'on appelle les ceintures noires -Je vais expliquer plus tard qui ils sont- et les représentants des adultes (professeurs, éducateurs, la direction et un animateur). C'est la partie évidemment très lourde du projet. En général, on se réunit une heure et demie à deux heures par semaine plus les moments de travail en dehors des réunions. Le fait que la direction soit là en permanence est un élément capital du fonctionnement du conseil de citoyenneté. Ce qui veut dire déjà que deux heures par semaine avec les élèves ce n'est pas rien. Mais c'est la même chose pour les représentants des éducateurs, c'est la même chose pour les élèves, mais eux en général si on leur demandait d'être là dix heures, ils seraient là dix heures sans problème.







Que fait le conseil de citoyenneté toutes les semaines ? Et bien, il va **gérer la loi, dans les situations difficiles**. Cela veut dire accueillir les personnes concernées par ces situations. Ça veut dire chercher des solutions ensemble. Ça veut dire décider de réparations ensemble. Alors attention, le conseil ne se substitue pas au préfet ou à la conseillère en éducation. L'idée, c'est que dans un cas qu'on amène



au conseil de citoyenneté, on va chercher une solution ensemble (si on y arrive) : une décision consensuelle. Si on y arrive, ça veut dire que la direction est d'accord et que les profs et les élèves aussi. Tant mieux. Si on n'y arrive pas et bien on transmet. On ne gère pas et c'est la voie naturelle qui va gérer le problème. Donc, si par exemple un élève a menacé un autre et puis il vient au conseil de citoyenneté et on n'arrive pas à trouver de réparation avec lui pour réparer son acte et le transformer en quelque chose de positif, il sera ensuite amené à recevoir une sanction de la conseillère en éducation. Aller au conseil n'est donc absolument pas une obligation.

La deuxième mission du conseil c'est d'**accueillir les nouveaux élèves**, ceux qui n'ont pas commencé l'année à l'école. On les accueille pour leur expliquer comment ça fonctionne.

Et puis la troisième mission, c'est **encourager les projets citoyens**. Ça veut dire qu'il s'agit de montrer et encourager ceux qui existent et il s'agit aussi de questionner les problématiques d'école, de construire des projets d'ensemble, etc. Alors ce qui est très important à comprendre dans le travail du conseil de citoyenneté, c'est que c'est un travail qui consiste à convertir. Par exemple, cette année-ci on a eu toute une épidémie de pétards (je parle de pétard qui explosent, pas des pétards qui se fument). Avant la Noël cette année c'était assez grave. Il y a eu de plus en plus de pétards qui explosaient dans la cour de récréation jusqu'à avoir un pétard qui a explosé dans les toilettes et qui a blessé une jeune fille. Suite à cela, on a reçu au conseil de citoyenneté, deux élèves de première qui avaient fait exploser des pétards et qui avaient vendu des boîtes de pétards. On a essayé de réfléchir avec eux à comment réparer ce qu'ils avaient fait. Et là gros problème parce que ces élèves ne montraient absolument pas que c'était quelque chose de grave. Ils disaient par exemple « *Mais, enfin, Monsieur, où est le problème, ils ont juste fait péter un pétard* ». Alors que parallèlement, nous on avait assez peur parce qu'on avait déjà eu un blessé et ça pouvait continuer. Donc l'idée était de commencer à leur faire prendre conscience qu'il y avait un certain danger et la réparation qui a été décidée était de leur demander de faire un reportage sur les pétards. Avec les délégués du conseil qui avaient la caméra à l'épaule, on est allé plusieurs mercredis d'affilée voir les urgences, puis rencontrer la police. On a fait un petit reportage en interne sur les élèves qui avaient été victimes, eux-mêmes dans leur usage des pétards, qui avaient été victimes et qui avaient été blessés.

Le but de ce tout petit reportage était double : d'une part que les élèves réparent, là où ils avaient fait des dégâts, il s'agissait qu'ils réparent sur la question des pétards. Il s'agissait aussi qu'ils réparent, je pense aussi qu'il est très important de l'avoir en tête, qu'ils réparent leur image. Parce qu'est-ce qu'il s'est passé dans cet événement-là ? Il y a eu plein d'élèves qui ont fait péter des pétards et puis il y en a trois qui se sont fait avoir. Dans la tête de tous, ils ont pris la responsabilité



du groupe et ils devenaient « ceux qui avaient jeté les pétards ». Pour certains, c'était eux qui avaient vendu et qui avaient tout fait. Pour d'autres c'était relatif. Mais donc le travail avec les élèves consistait à leur demander de réparer ce qu'ils avaient fait, de réparer le dommage à la collectivité. Cela c'était pour la collectivité. Mais pour eux il s'agissait aussi de réparer leur image, de devenir « ceux qui ont compris et qui ont fait quelque chose », quelque chose qui est visible et dont on peut être fier. Il fallait éviter de rester « ceux qui sont les mauvais », éventuellement ceux qui vont être victimes de la mauvaise humeur des profs et d'autres élèves.

Bref, ce qui est important à comprendre là-dedans c'est que la réparation, c'est un moment de conversion. Quand deux élèves ne s'entendent pas, on peut leur demander d'organiser un dîner de classe. Quand des élèves ont un problème parce qu'ils n'écoutent pas en classe on va essayer de les faire parler sur l'écoute et on essaye systématiquement d'utiliser l'incivilité comme un moyen de levier pour faire vivre l'école, pour créer des moments de convivialité, de moments de vie. Donc, souvent aussi on va essayer de faire faire énormément de panneaux qui décorent l'école. Nous avons par exemple des élèves qui, dans un jeu, avaient jeté un Bic sur un prof. Après excuses et discussion, on les a invités à faire une campagne « touche pas à mon école » et d'expliquer que « toucher à un prof », c'était « toucher à son avenir », etc. Donc l'idée qu'il y a là derrière c'est l'idée de la conversion.





Quels sont les atouts par rapport aux problématiques de société (l'individualisme, les violences et les replis communautaires) dont je parlais tout à l'heure ? Et bien ils sont multiples.

Face à *l'individualisme*, que fait le projet de l'école citoyenne ? Et bien il met de la citoyenneté avec des réunions, des moments collectifs, des projets, de l'écoute, de l'expression, de la solidarité. Un exemple tout simple : cette année-ci on a des premières particulièrement difficiles. Les élèves de sixième plusieurs fois déjà ont écrit des lettres aux premières et sont allés les leur lire pour les sensibiliser. Les élèves de 6e voulaient qu'ils comprennent que leur comportement, parce qu'il avait un impact négatif sur l'image de l'école, avait un impact négatif sur leur avenir. C'est que ces élèves de sixième qui font des stages, eux ressentent que l'image de l'école, lorsqu'elle est en progrès – (comme c'est le cas pour le moment), ça leur ouvre des portes. Lorsqu'elle régresse (et ça va vite pour qu'une image d'école régresse) et bien, elle leur en ferme. Il y a eu tout un travail générationnel où des élèves de sixième par le biais de leurs délégués, par le biais de lettres écrites, sont allés s'adresser aux élèves de première pour leur dire : « vous cassez notre avenir et le vôtre ». Bref, de la solidarité et de la citoyenneté, là où on est en face du consumérisme et de l'individualisme.

En réaction à la *violence*, là vous l'avez bien compris on va essayer de mettre du respect, de réintroduire le respect, les règles construites et le fait que ce sont les nôtres. Le projet, ce n'est pas que le conseil de citoyenneté. Dans l'idée du projet, tout n'est pas traité par le conseil. Avant le conseil en général on a ce qu'on appelle des médiations, des filtres qui sont des petites réunions où les adultes vont discuter d'incivilités avec les élèves, vont réfléchir avec eux aux réparations, vont essayer de leur faire prendre conscience de ce que c'est. Et ce travail-là est tout aussi important que le travail qu'on va faire avec les élèves au conseil de citoyenneté. Comme je le dis, il y a cette idée de conversion et de conscientisation par exemple sur la question que je trouve très importante de la responsabilité par rapport à un fait. Il y a un travail énorme à faire avec les élèves. Un élève met le feu à une poubelle. Tout le monde est conscient qu'il a fait une erreur. Mais après ça on mène l'enquête. Et on se rend compte qu'il a reçu le briquet d'un élève, que toute la classe était au courant, qu'il y avait dix élèves autour de lui en train de le regarder au moment où il l'a fait et qui n'ont pas dit le contraire et qu'il y en a quatre qui lui ont dit : vas-y fait-le. Un lui disant même : « ne t'arrête pas, continue ! » Dans tout ce processus, les élèves (excepté celui qui avait mis le feu), pensaient qu'ils étaient innocents. Que ce soit au conseil de citoyenneté ou en médiation, le but c'est de faire prendre conscience. On a des avocats dans l'école. Des gens qui sont profs et qui étaient avocats. On va les faire venir au conseil de citoyenneté, on va les faire venir en médiation pour expliquer qu'il y a des élèves qui étaient coauteurs : celui qui avait le briquet ; des élèves qui étaient



complices avec des circonstances aggravantes : ceux qui avaient encouragé ; des élèves complices sans circonstance aggravante : ceux qui avaient assisté de manière passive, ceux qui savaient sans rien dire. Et ce travail-là je pense qu'il est fondamentalement important, mais il prend du temps évidemment.

Et puis là où il y a du *repli communautaire*, qu'est-ce qu'on fait ? Et bien on met de l'interculturalité dans le sens où on essaie de construire une culture commune. Là ça passe par quoi ? Cela passe par le travail de l'identité sur l'école, le travail sur les relations profs-élèves, le travail sur la convivialité, sur les fêtes, sur la fierté d'être dans l'école et aussi le travail sur le fait qu'on peut travailler ensemble. Partons d'un exemple. Il y a deux ans on a eu un problème avec des classes de 4e qui étaient au Blocry pour une journée sportive : certains garçons avaient dégradé les vestiaires. Qu'est-ce qui s'est passé ? La journée a été arrêtée, les élèves sont revenus à l'école, tous punis parce qu'ils étaient restés silencieux lorsqu'on avait demandé qui c'était. Et les profs étaient rentrés tous punis aussi parce que la journée sportive s'était soldée par un échec et qu'ils étaient très déçus d'avoir pris du temps pour rien. On était dans une situation très problématique parce que le repli communautaire était à son point culminant. Qu'est-ce qui s'est passé à cette occasion-là ? C'était une première dans l'école, le conseil de citoyenneté qui se réunit très régulièrement s'est réuni le lendemain et on a décidé d'écrire une lettre ensemble et de passer dans toutes les classes avec la direction, les représentants des profs et des élèves pour lire cette lettre commune expliquant que finalement tout le monde était mal payé du fait du comportement de certains. Et ce passage dans les classes a précédé à tout un travail sur la problématique avec les élèves qui a fait que finalement cette problématique fut « déminée » rapidement. En une dizaine de jours les personnes qui avaient dégradé ont assumé d'elles-mêmes, elles ont réparé et pour certaines ça a été le début d'un parcours très réussi au niveau scolaire à l'école. Cette opération a mis dix jours, ce qui pour nous à l'époque était peu. Qu'est-ce qui avait permis cela ? Le fait qu'on avait agi collectivement en tant que conseil de citoyenneté. Là où il y avait une opposition, un groupe commun collectif était venu. Mais il faut noter que, pour cette première affaire, tout le suivi a été fait par les profs.

L'année suivante on a eu des dégradations dans les classes et là les élèves qui avaient fameusement progressé en tant que délégués nous ont dit à nous les profs du conseil, ils nous ont dit « *laissez nous gérer* ». Et donc on s'est contenté de mettre les élèves dans les classes concernées (il y avait deux classes concernées) et de surveiller de loin. En deux heures le problème était résolu. En deux heures les personnes qui avaient agi ont assumé et on a pu décider d'une réparation et on n'a pas eu du tout ce « face-à-face » qui dans les années précédentes pouvait durer jusqu'à plusieurs mois de punition



collective sans rien faire bouger. Je crois qu'il y a là véritablement quelque chose d'important dans le fait de pouvoir travailler ensemble avec des espaces-temps et donc de travailler le collectif, que ce soit les élèves ensemble ou bien aussi avec les profs.

IV. Les difficultés

Alors passons maintenant aux difficultés de ces stratégies, en particulier les difficultés de l'école citoyenne. Ces difficultés sont à la fois nombreuses et vont toutes en même temps déterminer l'efficacité du projet.

La culture des élèves

La première difficulté, c'est de changer la culture des élèves. Il va de soi que la citoyenneté à l'école pour les élèves d'origine étrangère, ce n'est pas forcément naturel chez eux. Ils n'ont pas forcément par exemple la possibilité de discuter des problèmes de la famille avec leurs parents. Pour toute une série d'élèves, il y a un véritable apprentissage de ce que c'est la citoyenneté à faire. Je pense que c'est loin d'être unique aux écoles d'allochtones. Il y a aujourd'hui un gros travail, je pense, à faire sur la citoyenneté avec l'ensemble des personnes en Belgique. Le repli, l'individualisme, le consumérisme sont partout. Mais donc, changer la culture des élèves, c'est une difficulté. C'est un vrai défi. Et notamment ça va passer par le fait qu'au départ on va se retrouver avec certains des élèves délégués qui sont des petits caïds qui ne viennent pas chercher le sens commun et collectif, mais qui viennent souvent cherchez l'immunité. Ils ont déjà bien compris comment ça fonctionne. Il y a avec ces quelques élèves un véritable travail de recadrage à faire. Ce travail consiste à prendre ces élèves, à les amener – et souvent ils ont beaucoup de capacité pour ça – à les amener à jouer un rôle actif dans la collectivité parce que ce sont des personnes ressources. Mais tout en les cadrant par rapport aux différentes déviances qu'ils pourraient montrer, en les cadrant aussi par rapport au fait que cela leur donne une plus grande responsabilité et un devoir d'exemple.

La culture des profs

La seconde difficulté est de « changer la culture des profs ». Lorsqu'on parle d'école, dire qu'il faut « changer les profs » est pour moi problématique parce que j'ai l'impression que ce n'est pas la bonne porte d'entrée de se dire qu'il faut changer les gens pour arriver à ce que l'école fonctionne.



J'ai plutôt l'impression qu'il faut de partir de la manière avec laquelle ils travaillent. Mais ce qui est certain c'est que dans notre école où la majorité des personnes se sont prononcées pour le projet, pour une grosse partie d'entre eux, aller dans le sens de ce qu'ils avaient décidé ça supposait de changer de culture. Ça supposait d'avoir des réflexes qu'ils n'avaient pas auparavant, de prendre le temps de discuter avec les élèves là où ils ne le faisaient pas forcément, d'accepter de parler de la manière dont ils avaient agi devant un collectif où il y a des élèves. Je pense pourtant que c'est un renforcement. Lorsqu'un professeur vient au conseil de citoyenneté et explique pourquoi il a agi, ça le renforce de manière très importante par rapport au professeur qui ne viendrait pas en disant « *je n'ai pas à me justifier devant les élèves* ». Mais agir de cette manière revient à changer de culture (y compris pour les profs qui sont motivés), ce qui n'est pas forcément évident.

Les moyens

Et puis il y a la troisième difficulté : les moyens humains disponibles. Là, c'est évident qu'on manque de moyens. Et pourtant, il ne faut pas grand-chose. Aujourd'hui, je dirais avec une dizaine d'heures de coordination pour faire un projet comme celui-là, on peut le faire tourner sans trop de problèmes. Malheureusement la plupart des écoles que je connais dans le projet n'ont une heure ou deux, parfois trois pour l'ensemble du projet alors que c'est dérisoire par rapport à l'ensemble du projet. Trouver quelques heures, je pense donc que ce n'est pas si exigent comme moyens nécessaires. Mais pour le moment, eu égard aux demandes de la société sur l'apprentissage actif de la citoyenneté, il faut noter qu'on n'a pas du tout de moyens.

La communication

Vient ensuite la quatrième difficulté : la communication. Encore ce jeudi dernier, on était en réunion avec une série d'écoles qui essaient de mettre en place ce genre de projet et tout le monde disait la même chose ! « c'est dur de communiquer ». C'est que l'école est morcelée, segmentée. Les acteurs ne sont pas au même endroit au même moment. Or, ça nécessite pour que la délégation fonctionne, pour que le conseil de citoyenneté ce ne soit pas quelque chose dans l'ombre, le projet de certains, mais le projet de l'école, cela nécessite énormément d'efforts de communication. Et jusqu'ici, moi, je n'ai pas trouvé de solution miracle. Donc c'est une vraie difficulté.

Plus on arrive à changer la culture des élèves, plus le projet sera efficace. Plus on arrive à amener les professeurs à agir dans un même sens culturel, plus il sera efficace, plus on aura de moyens, plus il



sera efficace. Plus on arrivera à communiquer ce qui se passe, à faire savoir et faire connaître, plus il sera efficace aussi.

L'espace-temps

Enfin, la question de l'espace-temps. J'en ai déjà beaucoup parlé. C'est une difficulté fondamentale. Pour moi, c'est la colonne vertébrale de pratiquement tous les projets qui consistent à construire et travailler la culture à l'école.

Quelle transférabilité ?

Enfin donc la question de la transférabilité. Selon moi, dans toutes les écoles faire connaître et reconnaître et construire une culture commune, c'est quelque chose d'accessible, avec peu de moyens et qui est à mon sens incontournable lorsqu'on est dans un contexte multiculturel. Ça ne concerne pas que les écoles avec les allochtones.
Et puis il y a évidemment le rôle des directions et des PO parce que la structure des écoles est une structure où il n'y a presque aucune vraie relation hiérarchique en dehors des directions et des PO. Donc le rôle de la direction, l'appui qu'elle peut donner aux acteurs qui construisent le projet, le fait qu'elle puisse donner aussi du crédit aux décisions qui sont prises par le collectif, tout ça est indispensable parce que sinon on fait ce qu'on fait souvent quand on fait de la citoyenneté à l'école : on vend des « coquilles vides ». On dit : « faites un conseil des élèves, élisez des représentants » et finalement les élèves sentent vite qu'ils n'auront pas droit à la parole, ils n'auront que très rarement la force d'aller jusqu'au bout de leur projet et ils se sentiront rarement écoutés. Je pense que les personnes qui s'occupent de l'encadrement des délégations peuvent en témoigner : le sentiment que les élèves ont quand ils participent à la délégation c'est qu'ils ne sont pas écoutés.

Et puis comment mettre en place des structures comme celle de l'école citoyenne ? Que ce soit celle-là ou des structures proches ? Et bien il y a la nécessité d'un soutien politique. Il y a la nécessité, là je pense que ça fait partie des perspectives générales par rapport à la multiculturalité de la formation des jeunes enseignants. Et il y a la manière dont on pense l'accompagnement des structures existantes ou leur fonctionnement en réseau pour qu'elles se renforcent mutuellement. Par rapport à cela je pense que dire que pour le moment avec les écoles qui travaillent au niveau des dispositifs d'écoles citoyennes comme je l'ai présenté et bien on s'est structuré dans un réseau qu'on appelle le M.I.E.C. (Mouvement des Institutions et des Écoles Citoyennes). Cela comprend une trentaine



d'institutions et d'écoles en Communauté française. C'est quelque chose qui peut avoir un impact renforçant évidemment sur la manière de travailler. En y réfléchissant tout à l'heure en atelier, je me disais aussi que le fait de renforcer les acteurs qui se sentent isolés au niveau des écoles par des réseaux quel que soit le genre de projet, j'ai l'impression que c'est quelque chose d'assez porteur.
Et puis la transférabilité et la question du cours de religion. Je pense que c'est une question qui est à poser. Il y a je trouve dans le cours de religion un espace qui n'existe pas dans l'enseignement officiel où on peut faire dialoguer et aborder les questions de croyance, d'appartenance… Je pense qu'il est possible de le faire sans déforcer les missions du cours de religion par rapport à la religion catholique, au contraire. Mais là de nouveau, la question de la transférabilité suppose peut-être une réflexion sur ce que c'est le cours de religion dans des situations multiethniques ou multireligieuses.

V. Questions-réponses

Question : À moins, d'avoir été distrait, vous n'en avez pas parlé alors que vous l'aviez annoncé : je voudrais savoir ce que c'est que des élèves « ceintures noires ».

Bruno Derbaix : C'est une bonne question. C'est vrai que je ne l'ai pas abordée et c'est un tort. C'est une partie importante du projet. Et la plupart du temps elle fait sourire. L'idée c'est qu'on va mettre en place un système d'évaluation transversale du comportement des élèves. Par exemple, là maintenant, on va bientôt remettre le bulletin de Pâques. Tous les professeurs et éducateurs recevront, pour chacune de leur classe, une grille dans laquelle il y a toute une série de critères d'évaluation. On peut ranger ces critères en deux parties : les critères qui concernent le respect, donc le rapport à la loi, et les critères qui concernent le « travail d'élève », le « job d'élève ». L'idée c'est qu'on valorise les élèves qui se sont comportés de manière respectueuse dans leur travail. Et on les valorise comment ? Le conseil de classe va faire une évaluation transversale, proposer une montée de ceinture, le conseil de citoyenneté va donner son avis et finalement (pour nous ce sera dans deux semaines), la direction remettra à chaque élève un diplôme de montée de ceinture ainsi qu'un petit anneau de couleur. Les élèves pourront glisser cet anneau sur le mousqueton qu'ils ont reçu au début de l'année. Il y a là quelque chose qui apparaît comme un peu puéril et qui pourtant est, je crois, un levier puissant quand c'est bien investi.



A ce sujet, il y a en effet une première remarque très intéressante : c'est qu'un élève à l'école est rarement sanctionné pour son comportement positif. En général, on félicite le bon élève pour ses points et on réagit négativement (ou très négativement) au mauvais élève que ce soit pour ses points ou pour son comportement. Dans ces circonstances, l'élève qui n'est pas particulièrement brillant, mais qui est actif, discret ou pas et qui a un bon comportement, celui-là on le félicite rarement. Et c'est justement là le but des montées de ceinture. Le but c'est d'encourager au comportement d'« élève citoyen ».

Il y a un deuxième objectif qui est de donner à ces élèves une place particulière dans l'école. Et c'est là qu'on parle des élèves « ceinture noire ». Pour arriver « ceinture noire » (c'est la sixième ceinture), il faut deux ans de parcours sans faute avec des exigences croissantes. L'élève « ceinture noire » a montré qu'il était un citoyen actif et crédible de l'école et dès lors il a le droit d'aller au conseil de citoyenneté, s'il le veut. Et donc voilà, cette année-ci au conseil de citoyenneté (on est dans la troisième année du projet) il y a ainsi dix élèves qui ont le droit de venir en tant que "ceintures noires ». En général on en a quatre présents au conseil.

Lorsque les élèves ne sont pas encore « ceinture noire ». On va aussi régulièrement les amener à réfléchir sur le fait qu'ils acquièrent un statut particulier dans l'école et donc on va régulièrement faire des activités avec le conseil de citoyenneté avec des élèves qui sont montés trois fois de ceinture en un an ou quand ils arrivent ceinture bleue ou ceinture marron, pour déjà les faire réfléchir à l'avance.

En résumé, l'idée qu'il y a là derrière est donc de sanctionner positivement le comportement respectueux et le fait de faire son travail d'élève même si on rate. Par exemple un de mes élèves ceintures noires qui vient au conseil de citoyenneté a raté son année en deuxième. Et puis il y a un autre avantage que je trouve très intéressant, c'est que lorsqu'à un bulletin en tant que titulaire, ça arrive que des élèves disent « je ne comprends pas ça, on me dit que j'ai une mauvaise attitude en classe alors que ce n'est pas vrai je m'entends bien avec mes prof ». Dans ces cas-là, je peux prendre sa feuille de montée de ceinture, la regarder et dire « ouh là ! Il y a quand même six profs qui trouvent que tu as une attitude négative régulière en classe ». Je peux donc objectiver l'évaluation comportementale de l'élève. Alors que sinon au conseil de classe on l'a dit, certains on fait « oui » de la tête ou pas, mais personne n'a réellement pris sa position individuelle. Je trouve assez confortable d'avoir cette évaluation transversale pour confronter les élèves à leur comportement, à ce que les profs jugent de leur comportement.



Question : Est-ce que le conseil de citoyenneté à son pendant pour les adultes ? Je veux dire qu'est-ce qui se passe quand un prof dérape ?

Bruno Derbaix : Alors en théorie et en pratique ? Sachant que c'est différent. En fait non ce n'est pas tout à fait différent. Le principe du conseil de citoyenneté c'est que, si les gens sont d'accord, on va chercher une solution ensemble. Et c'est la même chose pour un prof ou un élève. L'élève qui ne veut pas venir au conseil de citoyenneté ne vient pas. Il est soumis à son règlement. La conseillère en éducation va appliquer le règlement d'ordre intérieur et le fera avec moins de discussion qu'en temps normal, sachant qu'il y a déjà eu l'espace de la discussion. Le professeur qui ne veut pas venir au conseil de citoyenneté, il ne vient pas et donc c'est la direction qui va gérer le cas comme ce serait le cas normalement. Le principe du système, c'est donc de choisir d'être plus forts ensemble. Maintenant, comment est-ce que ça peut se passer lorsque c'est un professeur qui est invité au conseil de citoyenneté, sachant que dans un problème souvent il y a rarement quelqu'un qui a 100 % tort ou 100 % raison. En fait chez nous la plupart du temps les élèves sont en tort majoritairement et le dérapage du prof est consécutif à une provocation de l'élève. Ce genre de cas est par conséquent assez simple à résoudre parce qu'on se retrouve dans une situation où on s'explique et où la plupart du temps, contrairement à ce qu'on croit instinctivement, les délégués des élèves comprendront très bien la position du prof et ne seront pas du tout dans le « face-à-face ». Maintenant, si c'est l'inverse, si c'est un prof qui pour une raison ou l'autre a été trop loin (je n'ai pas encore eu de cas à gérer, pas au conseil de citoyenneté, mais par contre en médiation c'est déjà arrivé), c'est plus compliqué. Par exemple, lorsqu'en médiation un prof accepte devant ses collègues de discuter, de dire « oui, voilà, j'ai été trop loin, je suis désolé », en général ça se passe assez bien. Mais la plupart du temps ce n'est pas le cas. La plupart du temps, lorsqu'un professeur a mal agi, même s'il a mal agi en ayant une minorité de responsabilités dans la situation, il refuse de s'expliquer devant un élève. On est là au centre du changement de culture que suppose le projet.

Cela dit, le projet de l'école citoyenne peut tout à fait tourner si tout le monde ne le fait pas, sachant que l'idée c'est d'inviter de plus en plus les professeurs et les élèves à se rendre compte qu'on est plus fort ensemble, quand on cherche des solutions ensemble et quand on discute. Quand on ne le fait pas, on n'avance pas sur ce point et parfois il y a des différences selon les endroits de l'école, mais ça n'empêche absolument pas de lancer un projet et qu'il y a déjà des effets dans l'école.



Question : Est-ce que vous avez bénéficié ou sollicité une expertise extérieure à l'école pour mettre en place votre projet pour avoir des idées méthodologiques, ne pas commettre d'erreur, gérer l'ensemble, avoir une supervision, un retour de l'extérieur ?

Bruno Derbaix : Donc, je l'ai évoqué rapidement tout à l'heure. On a lancé ce projet en collaboration avec Jean-Luc Tilmant qui est un psychopédagogue qui travaille surtout dans la région du Hainaut dans laquelle il a aidé à mettre en place ce genre de dispositif. Et dans notre cas, il nous a coachés tout au long de la préparation, du lancement et, encore aujourd'hui, il nous accompagne. Dans le cadre du M.I.E.C., on essaie également, selon les zones en Belgique francophone, de se soutenir mutuellement pour croiser les expériences, croiser les compétences sans avoir forcément à recourir à Jean-Luc ou à d'autres experts. Parallèlement à tout ça, on réfléchit aussi à une évaluation externe. À cet égard je suis en contact avec Marie Verhoeven de l'UCL et d'autres chercheurs de Saint-Louis et on réfléchit à la mise en place d'une évaluation plus qualitative et comparée par exemple du dispositif avec une école qui serait similaire et qui fonctionnerait à l'ancienne au niveau de la gestion de la discipline, ce genre de chose là. Mais tout ça, c'est en cours de mise en place.

Question : Vis-à-vis des parents est-ce que vous avez une réponse positive ou bien est-ce que les parents sont indifférents à ce système là ?

Bruno Derbaix : Les parents avec lesquels nous on travaille, c'est une communauté qui est extrêmement distante. À ce sujet, j'ai l'impression qu'aujourd'hui l'école, c'est « trop » ou « trop peu ». J'ai des collègues qui n'en peuvent plus des parents qu'ils ont et qui veulent toujours intervenir sur leur travail. Chez nous, parfois, j'ai l'impression qu'il faut allez les chercher avec une grue. Ce qui fait que, malgré le fait qu'on fait énormément de travail pour avoir les parents à l'école, ce n'est pas évident. En plus, lorsqu'ils sont là, ce n'est pas forcément évident de communiquer. J'ai l'impression que les parents d'origine étrangère vivent souvent la culture de l'école comme quelque chose de « loin », dans l'altérité. Alors la citoyenneté, etc. Ce n'est pas évident. Maintenant, j'anime régulièrement des réunions où on explique le projet. Cela dit, là où on a des retours des parents, c'est souvent lorsqu'on a du gérer concrètement un problème avec leur enfant. Dans ce cas là, neuf fois sur dix, le retour est positif parce que leur enfant a été écouté, il a pu s'exprimer. Parfois, il fait un parcours qui est tout à fait étonnant et qui peut véritablement l'amener à changer de visage et



donc dans ce cadre là, c'est régulier d'avoir une interaction avec les parents et des retours positifs. Mais c'est évidemment sur des cas systématiquement ponctuels.

Question : Quel est le taux d'adhésion des élèves dans ce projet ? Parce que finalement la réussite d'un tel projet nécessite que les élèves soient véritablement partenaires, participants. Et d'autre part dans la continuité pour renouveler ça chaque année, est-ce que vous ne craignez pas que ça s'institutionnalise et que finalement ça s'essouffle dans le temps ?

Bruno Derbaix : Deux bonnes questions. Je vais peut-être commencer par la deuxième. Le principe de recommencer chaque année, c'est pour garder la dynamique. Il y a évidemment un risque d'institutionnalisation. Mais le talent consiste à institutionnaliser les choses tout en conservant un équilibrage. Si on est que dans la ponctualité, dans l'énergie du début ça s'essouffle et ça s'arrête tout de suite. Moi, j'ai l'impression que dans notre projet, on en est à la troisième année, on est en phase d'institutionnalisation, ce qui est bien, mais on doit conserver l'élan et l'énergie.

Alors, sur la première question qui est celle de l'adhésion des élèves et de leur participation. Ce qui me semble intéressant, c'est les évaluations qu'on a faites avec eux et qui donnent un certain nombre d'indicateurs. Je trouve que les indicateurs les plus intéressants sont d'abord l'affiche de la loi. L'affiche de la loi, la première année, comme vous l'avez vu, comprenait un langage très adulte, très « prof ». La deuxième année, c'était l'inverse, c'était des lois du genre : « racket, jeux de violence, stop » « touche pas à mon cartable, j'ai mal » et donc on était dans un langage et une image qui était presque de l'ordre de celle de la rue et du rap. Et dans cette troisième année, les élèves ont voulu faire un mélange entre les deux. Ils ont voulu des phrases simples et chantantes, mais quelque chose qui les tire vers le haut. L'évolution de l'affiche témoigne donc qu'il a vraiment une appropriation des élèves par rapport à la loi et que c'est quelque chose d'important pour eux. À tel point que cette année-ci, l'affiche de la loi, les élèves étaient très mécontents de son design alors que les deux premières années c'est passé un peu comme une lettre à la poste. Il n'y a pas eu beaucoup de commentaires. Il y a eu énormément d'élèves qui étaient fâchés parce qu'ils n'aimaient pas les couleurs. Mais, ils n'auraient jamais été fâchés si ce n'avait pas été « leur affiche ».
Un autre indice qui est intéressant, c'est les élections. Qui est candidat ? Combien sont candidats ? Qu'est-ce qu'il y a derrière la candidature et les débats qu'il y a sur les élections ? Et donc là on observe une évolution de la mobilisation des élèves par rapport aux élections. Mais je pense qu'il



faut reconnaître que la marge de progression est assez importante. Il y a beaucoup d'élèves qui vont au début être intéressés parce qu'il y a cette fête, la fête de la loi au début de l'année. Tout le monde va s'en rendre compte et puis dans le courant de l'année, ils vont s'en rendre compte, s'en éloigner, sans plus trop voir ce qui se passe malgré les grands efforts de communication et puis il y a des moments ponctuels ils vont de nouveau être plus conscients du projet.

Mais, il n'y a rien à faire, une grande difficulté c'est de faire vivre et de « visibiliser » ce genre de projet dans l'école parce que c'est difficile. Ce serait beaucoup plus facile si une fois toutes les deux semaines, les délégués avaient un espace dans leur classe pour en parler, etc. Mais là pour le moment c'est une difficulté.

Maintenant, on a des projets qui ont fait vivre à l'intérieur du projet et qui ont donné énormément d'intensité et de corps. Par exemple dans la première année, on a eu des élèves qui voulaient faire quelque chose par rapport au conflit israélo-palestinien et donc à la rentrée en janvier, quatre ou cinq délégués en même temps ont demandé de faire quelque chose. Alors nos élèves étaient là avec le ventre ouvert au niveau identitaire parce qu'ils s'identifiaient aux Palestiniens. Mais à partir de ce moment, on a initié un mouvement où tous les midis se réunissait un groupe pour travailler sur la meilleure information possible sur la question du conflit israélo-palestinien. Et donc pendant six semaines, tous les jours il y avait trente élèves qui passaient leur midi et parfois plus après les cours pour constituer une sorte d'exposition interactive sur le sujet. Ça a été un projet extraordinaire. C'était la première année parce qu'à trois, ou quatre collègues, on a pu coordonner septante élèves qui étaient dans un processus à la fois citoyen parce qu'ils voulaient plus de justice, mais aussi de connaissances. Et, malgré le fait que c'était motivé extrêmement identitairement, il y a eu moyen de faire un travail, il y a eu moyen d'avoir des rencontres avec des collectifs juifs aussi sur cette question là. Finalement, tout ce projet a donné lieu à une exposition interactive ouverte au quartier, aux classes, à d'autres écoles, à la radio, à la télé… Et donc tout ça a permis sur ce projet un peu extraordinaire de greffer à la fois l'identité de l'école et l'identité du projet.

Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. J'ai l'impression quand même un peu. Je dirais que par rapport aux élèves, ce qui est ressorti essentiellement de l'évaluation, c'est qu'ils ont le sentiment qu'ils sont beaucoup plus fiers de l'école qu'avant et que les relations professeurs-élèves sont travaillées et qu'ils ont un espace pour être écoutés. 70 % des élèves qui ont répondu à l'évaluation étaient d'accord sur ces deux points-là. C'est le sentiment principal, mais je pense que c'est très différent selon les degrés. En 4, 5, 6, la conscientisation est quand même nettement meilleure.


ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL | SERVICE D'ÉTUDE